



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article155>

Chine-Afrique

# Monde : L'irruption chinoise en Afrique

- Z - Archives - Relations internationales - Monde - Organismes internationaux -



Date de mise en ligne : mardi 24 avril 2007

---

Union des Forces de Progrès

---

### **Échanges . En dix ans, le commerce a plus que décuplé et les investissements directs chinois se sont multipliés. Sur d'autres bases que celles fixées par le monde occidental.**

Depuis le troisième forum de coopération Chine-Afrique à Pékin en novembre 2006 (48 pays y étaient représentés), une véritable campagne d'affolement est orchestrée à travers les médias européens, bousculés dans leur propension à voir dans le continent une sorte de chasse gardée du monde occidental. Au point d'amener certains d'entre eux à parler de la « Chinafrique » et de fulminer contre le principe de non-ingérence énoncée dans la déclaration finale de la rencontre. Les autres orientations inscrites - égalité politique, coopération économique « gagnant-gagnant » et échanges culturels - rompent également avec la doctrine forgée par les institutions financières internationales, expliquant ainsi l'indiscutable intérêt des dirigeants africains pour les initiatives et le discours venus de Pékin.

Les choses doivent néanmoins être relativisées. Le commerce sino-africain ne représente encore que 2 % des échanges internationaux chinois et 3,5 % du commerce extérieur de l'Afrique. Mais, parti de très bas, il connaît effectivement une flambée spectaculaire. De 3 milliards de dollars en 1995, les échanges économiques sont passés à 40 milliards en 2005 et, selon le premier ministre Wen Jiabao, devraient atteindre la barre des 100 milliards en 2010. La Chine s'est par ailleurs engagée à porter de 190 à 4 000 le nombre de produits exemptés de droits de douane pour les pays les moins avancés, à accorder 3 milliards de dollars de prêts préférentiels et 2 milliards de crédit à l'exportation pour les trois années en cours ; auxquels il faut ajouter 5 milliards versés directement aux entreprises chinoises investissant en Afrique. Au bout du compte, « avec une facture qui se monte à la moitié de celle des entreprises européennes et avec des prêts à faible taux, qui peuvent être remboursés par des matières premières, les partenaires africains trouvent des conditions inespérées » (1). Un exemple : la Côte d'Ivoire où, avec des prêts à taux zéro, la Chine est à l'origine de nombreux grands chantiers, allant de travaux routiers au Palais de la culture à Abidjan ou au Palais des députés à Yamoussoukro. De quoi faire rager certains lobbies de l'ex-métropole coloniale, bien décidés à ce que tout continue de passer par eux.

L'une des préoccupations de Pékin concerne bien évidemment les pays producteurs de pétrole, la Chine étant devenue depuis 2003 le deuxième consommateur au monde. Étant pays producteur, la Chine n'achète à l'extérieur que 40 % de ses besoins, soit une enveloppe approximativement égale à la Corée du Sud, donc très loin derrière le Japon et les États-Unis. Premier fournisseur : l'Angola, où Pékin vient de remporter la compétition pour l'octroi de 50 % du bloc 18 de l'offshore national (dont Shell est l'opérateur principal). Pour parvenir à ses fins, la Chine a ouvert une ligne de crédit de 2 milliards de dollars à l'État angolais pour ses projets d'infrastructures.

Stratégie sensiblement identique envers l'Algérie, avec laquelle le commerce bilatéral est passé de 200 millions de dollars en 2000 à 660 millions en 2003 (de façon certes très déséquilibrée, puisque la Chine exporte pour 565 millions et importe pour 95 millions). Outre des investissements directs dans le secteur pétrolier et minier ainsi que dans le BTP, la Chine a emporté, pour 11 milliards de dollars, le plus gros contrat de l'histoire algérienne : la construction des deux tiers de l'autoroute ouest-est qui traversera le pays. À noter que l'accord prévoyant que l'encadrement et une large partie de la main-d'oeuvre soient chinois, sa mise en oeuvre soulèvera inévitablement des problèmes aigus dans un pays où le taux de chômage avoisine 30 %.

Le « partenariat » proposé par la Chine ne se limite donc pas au secteur pétrolier, mais concerne la quasi-totalité des activités et des pays africains. En tête, l'Afrique du Sud (20 % des échanges sino-africains). Les importations chinoises se développent très rapidement, qui vont des métaux et minerais précieux au platine, à l'acier et à l'aluminium. Comme preuve de sa volonté de réciprocité, Pékin a autorisé des investissements sud-africains en Chine même (domaines minier et papier, notamment). Cas unique pour l'ensemble du continent, jusqu'à ce jour.

1) « Afrique-Chine : un partenariat de type nouveau », de Bernard Bouché, dans la revue Aujourd'hui l'Afrique, n° 103, mars 2007. ;

Jean Chatain